

comité de rédaction :

Bernard Aspe, Patrizia Atzei, Léna Balaud, Benoît Casas,
Patrick Condé, Mickael Guyonvarh, Emmanuel Moreira, Frédéric Neyrat

contact : revue.exemple@gmail.com

© Nous/exemple 2014 pour les traductions françaises et pour l'ensemble

ISBN : 978-2-370840-05-9

ISSN en cours

exemple numéro 4

alliance

==
NOUS
MMXIV

C'est des États-Unis que nous vient cette proposition : il s'agit d'occuper un nom. Le nom « Occupy » a été ajouté aux situations politiques du monde entier. Il a ainsi pu contribuer à les redéfinir et à les déplacer. Mais ce nom n'est pas tombé du ciel. Un nom qui serait sans rapport avec des pratiques existantes ne produirait rien. S'il a pu constituer un opérateur de cristallisation, c'est en l'occurrence qu'il a nommé, pour les prolonger, des pratiques de lutte qui avaient déjà émergé – à l'occasion des « révoltes arabes », et des prises de place qui les ont accompagnées, de Tunis à Tahrir.

Maintenant, il s'agit de faire usage de ce nom. Des militants n'ont pas attendu les analyses du texte de Not An Alternative, que nous traduisons ici, pour faire des propositions qui vont dans ce sens. Il est notamment question, autour de ce foyer de luttes actives que constitue la ZAD de Notre-Dame des Landes, de déplacer le terrain du conflit pour venir le porter à l'intérieur des villes : c'est le projet de « prendre place », qui n'a pu être réalisé pour le moment, faute de combativité militante sans doute, mais qui pourra et devra l'être, là ou ailleurs, dans les temps qui viennent (<http://prendreplace.noblogs.org>). Ce type de déplacement a déjà été fait à l'occasion de la lutte No Tav dans le Val de Suse en Italie (<http://www.notav.eu>).

5

N'oublions pas que c'est aussi un déplacement analogue qui avait eu lieu lorsqu'en novembre 2005, quelques personnes (forcément des « jeunes », aux yeux de la police) avaient aussi cherché à déplacer les « événements » qui avaient lieu en banlieue pour porter aussi le feu dans les centres-villes. Mais à ce moment-là, la chape médiatique avait été la plus forte, et peu de choses avait pu apparaître de ce déplacement pour le mythique « grand public » – à part bien sûr pour ceux, sans doute plus nombreux qu'on l'imagine, qui savent encore lire entre les lignes.

Mais on ne disposait pas à ce moment-là de l'exemple donné par les luttes arabes, et on ne disposait pas du nom « Occupy », ou de sa traduction française, « prendre place ». Maintenant, nous en disposons, et c'est par là sans doute que nous pourrions ne pas laisser les villes aux mains de l'extrême-droite et de son Parti socialiste.

4.1.1

le nom en commun, le nom du commun

Not an alternative

6

Depuis plus d'un an, nous avons été submergés par une bataille entre deux partis voués chacun à perpétuer l'ordre des choses. Même s'ils parlaient tous deux de changement (et le parti qui n'est pas au pouvoir parle toujours de changement), ils tenaient exactement le même discours. Le changement, le vrai changement, est ce qu'ils redoutent par-dessus tout. Tous les quatre ans, le rituel de pseudo-changement démocratique est la garantie que le système restera à peu près ce qu'il est, donnant toujours plus à ceux qui ont le plus, moins à ceux qui ont le moins, et juste assez à ceux qui sont entre les deux pour qu'ils continuent de se taire.

Nul étonnement, dès lors, à ce que les gens se tournent vers les mouvements. Tout changement auquel nous pouvons croire ne peut venir que de nous-mêmes lorsque nous nous mettons ensemble en mouvement. *Occupy Wall Street* a ouvert la possibilité d'un tel changement. Comme aucun autre mouvement

contemporain aux USA, il a défié le système capitaliste, s'est confronté aux banques, aux corporations, et aux effets d'injustice omniprésents, tous issus d'un néolibéralisme rapace. Ayant réussi à détruire l'idée, ancrée dans notre imaginaire collectif, d'un Wall Street inattaquable, il nous a incité à trouver une volonté nouvelle de travailler ensemble à construire un futur commun.

Il y a maintenant un an que le mouvement *Occupy Wall Street* a été évacué de Zuccotti Park. Jusqu'à récemment, les commentateurs, les sympathisants les mieux intentionnés aussi bien que les plus critiques, faisaient comme si *Occupy* s'était réduit à une campagne d'opinion qui avait soulevé de grandes espérances sans avoir véritablement changé grand-chose dans les faits. Puis, avec *Occupy Sandy* [un mouvement constitué par les militants pour venir en aide aux victimes de l'ouragan Sandy] et *Strike Debt* [une coalition de groupes militants issus des divers mouvements *Occupy* visant à trouver les formes d'une résistance mondiale contre l'endettement], des soutiens inattendus pour *Occupy* sont apparus. Ces nouvelles initiatives ont démontré qu'*Occupy* gardait la force de tenir ensemble des questions et des luttes jusque là perçues comme séparées – ou même en compétition pour garder la première place de la radicalité. Le nom commun « Occupy » a donné à voir que la dette, le logement, l'éducation, le capitalisme

financier et le climat étaient des sites-clefs de la conflictualité entre les 99 % et les 1 %.

Plus que d'autres aspects du mouvement, c'est le nom même de « Occupy » qui continue à vivre. Dans le monde entier, des gens parlent, écrivent, et organisent des actions au nom de *Occupy Wall Street*. Manifestations, colloques et assemblées se tiennent avec *Occupy* pour modèle ou pour axe de recherche. L'an passé, à Zuccotti Park et sur la place Frank H. Ogawa à Oakland, à Francfort et à Londres, nous nous sommes reconstruits nous-mêmes et avons appris à redevenir une collectivité de gens qui luttent ensemble sous le nom commun de *Occupy*. Au-delà du seul fait de dormir dans des parcs, au-delà de la pratique, par ailleurs nécessaire, des campements et la nécessité d'assurer leur pérennité, l'occupation a marqué le refus de rester aux places qui nous avaient été assignées par le capital et par l'État. Le slogan *Occupy everything*, par exemple, a bien montré que l'occupation signifie toujours plus que la simple présence physique. Pris à la lettre, le slogan est absurde – car nous « occupons » déjà tout. Mais ce qui importe, ici, c'est la différence minimale, le changement de perspective qui fait que l'injonction d'« occuper tout » devient efficace. Elle nous appelle à occuper sous des modes différents, à affirmer notre présence en et pour elle-même – pas pour les 1 %, mais en commun et pour le commun.

Quelques-uns dans le mouvement, en particulier à New York, disent que le cœur d'*Occupy* est son « processus » : l'assemblée générale, la discussion visant le consensus, et l'autonomie de chaque individu qui parle seulement pour lui-même et jamais à la place d'une autre. Et de fait, pour quelques occupants new-yorkais, le mouvement est synonyme d'une activité quotidienne de discussion sur les problèmes à envisager, et sur les manières d'arriver à un accord sur ce qu'il convient de faire. Tout cela pouvait certainement avoir un sens en septembre 2011. Dans le contexte d'un système qui marche à la corruption et à l'exclusion, les gens avaient en effet besoin de trouver des manières de reconstruire leur confiance en eux-mêmes et en d'autres. On comprend alors que les processus qui permettaient la participation et la prise de décision collective pouvaient être attractifs dans la mesure où ils aidaient les uns et les autres à élaborer de nouvelles capacités et à former de nouveaux liens.

Mais le processus est devenu une Bible, un système de règles à suivre à tout prix. On en est ainsi venu à définir *Occupy* en termes d'activités, et non plus en termes d'actions. Plutôt que de se mesurer à Wall Street, l'occupation était focalisée sur l'assemblée générale de Manhattan à sept heures du soir. La conséquence, c'est qu'une structure censée promouvoir l'inclusion a fonctionné comme un mécanisme d'exclusion – de ceux qui ne parlaient pas anglais

assez bien, de celles qui ne pouvaient pas assister à l'assemblée parce qu'elles avaient trois boulots différents, de ceux qui s'occupent de personnes dépendantes, de celles qui habitent trop loin, de ceux qui sont trop timides ou pas assez à l'aise avec la prise de parole publique et le culte du discours qui domine l'AG. Plutôt que de cultiver une perception de nous-mêmes en tant que collectivité, nous avons commencé à parler de ceux qui étaient là « depuis le premier jour », créant ainsi une hiérarchie du dévouement qui reléguait les nouvelles personnes qui nous rejoignaient tout au bas de la chaîne alimentaire. De même, nous avons permis que se diffuse l'idée que l'assemblée constituait une préfiguration de la communauté émancipée que nous voulions construire, en réduisant ainsi un mouvement politique international au réseau d'activités permettant de tenir l'occupation du parc, comme s'il n'y avait pas un front de lutte beaucoup plus large contre les saisies de biens, la privatisation, les banques, le chômage et la dette. Définir *Occupy* par l'AG a repoussé un grand nombre de gens au moment même où nous avions besoin d'eux, et où nous ne pouvions souhaiter rien de mieux que leur venue.

Nos efforts pour construire une démocratie directe au moyen de discussions fonctionnant au consensus ont entraîné le même type d'échecs. Premièrement, l'idéologie du consensus prend les gens en otage et mène à des aberrations. Dans un groupe avec une diversité politique comme celle qui se trouve dans *Occupy*, une telle prise d'otage va dans le sens du conservatisme : elle génère des blocages et des entraves. Deuxièmement, comme nous le savons bien maintenant, toute décision ne demande pas à être prise par tous à la fois. Quand la transparence ouvre une porte aux flics infiltrés, elle sape l'objectif même de certaines assemblées. Il n'y a aucun sens à préparer une action dans une assemblée à ce point « ouverte » qu'elle peut inclure des gens dont le seul but est de la perturber ou de piéger ceux qui s'y trouvent. Certains plans sont bien mieux mis en œuvre par de petits groupes qui travaillent en secret, dans des lieux qui ne sont pas répertoriés. Comprendre cela nous a pris trop de temps parce que nous étions menottés par un processus fait pour placer au-dessus de tout l'injonction à la participation et au consensus. Troisièmement, les groupes opérant en dehors du cadre de l'AG n'étaient pas respectés. Le fétichisme du processus – le déplacement du radicalisme vers les modalités de la procédure délibérative – nous a empêché de comprendre et d'estimer à sa juste mesure ce qui était en train de se passer : des groupes dans des quartiers voisins, dans d'autres villes ou dans

d'autres pays se constituaient et menaient des actions par eux-mêmes. Cela aurait dû être vu comme un atout, et comme un indice de la vitalité et de l'énergie du mouvement. Malheureusement, le manque de clarté relatif à la relation entre l'AG et les actions a créé un gouffre infranchissable entre théorie et pratique.

Le processus que nous voulions construire a fini par répandre la suspicion et la paranoïa. Nous étions paranoïaques à l'égard de toute action qui se planifiait dans l'ombre. Nous étions suspicieux à l'égard des nouveaux arrivants : n'étaient-ils pas des infiltrés, des balances, des espions ? Et nous étions paralysés par la peur de l'embrigadement. Les plus puristes parmi les idéologues de la démocratie directe nous dissuadèrent de travailler avec les syndicats, avec *MoveOn* [association politique de la gauche libérale américaine] ou avec d'autres groupes plus institutionnels. Seuls ceux qui participaient directement au mouvement – ceux qui adhéraient complètement aux exigences d'un processus étouffant – étaient reconnus comme des membres, des soutiens ou des alliés. Nul étonnement, dès lors, à ce que *Occupy* ait eu tant de mal à s'étendre !

L'insistance sur l'autonomie individuelle a conduit par la même voie aux mêmes dysfonctionnements. « Chaque personne est supposée parler pour elle-même. Personne ne doit parler à la place d'une autre. » Quelle est alors la différence entre la revendication au droit de l'individu à s'exprimer librement et les revendications des libertariens ? Il n'y a pas de différence. Les individus peuvent toujours exprimer leurs opinions. Ce que nous ne pouvons pas faire en revanche, c'est les exprimer de telle manière que cela puisse compter – et pour cela, il faut qu'il y ait une force et une expression collectives, de sorte qu'il soit permis de parler, non plus seulement au nom d'un « je », mais au nom d'un « nous ». Malheureusement, l'insistance permanente sur l'autonomie individuelle a trop souvent recouvert les liens communs nouveaux (et donc fragiles) qui se tissaient. Au moment même où nous avons besoin de faire tout ce qui pouvait nourrir et renforcer notre communauté, le processus qui se présentait lui-même comme étant à lui seul *Occupy* tout entier n'a cessé d'affaiblir ces liens naissants.

Étant donnés les effets toxiques de ce fétichisme du processus, il n'est pas surprenant que quelques camarades se soient lassés de *Occupy*. Pour eux, le terme même de *Occupy* en est venu à désigner des discussions sans fin et sans véritable but, une suspicion inébranlable et une affirmation aliénante, voire machiste, des droits de l'individu. *Occupy* semblait avoir, et avait en effet, un fonctionnement bureaucratique qui produisait l'exclusion. *Occupy* s'est ainsi transformé en la politique même que nous voulions combattre et remplacer.

Mais *Occupy* a toujours été davantage que ce processus. C'est le nom commun d'un mouvement contre Wall Street mené par les 99 %. Un nom indissociable des images de gens qui s'entraident, se rassemblent pour partager les inquiétudes communes, se mettent en marche contre un ennemi commun, et travaillent à produire un futur commun. *Occupy* a toujours été plus que la somme de ses parties.

En ne suivant pas la voie de la politique traditionnelle, *Occupy* ne peut persister que par le nom qui a été utilisé pour la lutte commune. Ce nom doit continuer à désigner un espace où, même pour ceux qui ne sont pas d'accord, nous sommes ensemble contre Wall Street. Le processus assembléiste ne définit pas *Occupy*, et n'en constitue même pas l'essentiel. Le mouvement est devenu plus que ce processus dès le

moment où, hors de New York, des gens ont commencé à s'organiser par eux-mêmes en son nom. À ce moment en effet, *Occupy* a eu sa vie propre, en s'étendant bien au-delà du contrôle et des intentions de ceux et celles qui l'avaient mis en marche.

Beaucoup d'entre nous rêvent de créer une forme politique (un commun) qui pourrait être adoptée et adaptée, qui pourrait ainsi circuler sur un mode protéiforme et inspirer d'autres gens, par sa force expressive et horizontale, partout dans le monde. Notre imaginaire voudrait une politique capable d'aller au-delà des limites des intérêts propres et des identités. Mais c'est exactement ce que nous avons avec *Occupy*. Nous devons donc remettre *Occupy* en usage, et non le mettre de côté comme certains l'ont suggéré. Renoncer au nom que nous avons en commun et recommencer à zéro serait une erreur bien trop coûteuse. Pourquoi ne devrions-nous pas bien plutôt réinventer ce que nous avons déjà, et que nous pourrions ainsi étendre, amplifier et renforcer? Comme cela a été rendu excessivement clair par *Occupy Sandy*, *Occupy* occupe une place dans la conscience populaire. Nous ne pourrions pas facilement reprendre une telle place.

La réaction violente contre *Occupy* à l'intérieur du mouvement est peut-être l'inversion la plus pernicieuse produite par le fétichisme du processus. Si ce fétichisme transforme nos efforts pour construire l'inclusion en des pratiques d'exclusion, nos efforts pour produire la confiance en des modèles de suspicion, et nos efforts pour instaurer une communauté en des déclarations d'individualisme, alors il renverse aussi notre opposition à l'exclusion de telle manière que ce sont les occupants eux-mêmes désormais qui essayent d'« expulser une idée dont le temps est venu ».

Nous avons à occuper *Occupy*. Nous devons faire usage du nom que nous avons en commun pour notre lutte commune, qui va pouvoir, par sa signification et le futur qui lui est promis, relancer des combats. Les luttes menées dans le sens de l'occupation, avec le nom que nous avons en commun, nous ont galvanisés depuis que nous avons commencé. Ceux qui répètent inlassablement le mantra de l'absence de leader – « personne ne peut définir *Occupy* » – font une grave erreur. Ce n'est pas vrai que *Occupy* ne peut être défini. C'est bien plutôt que *Occupy* se définit par le fait de lutter sur le sens même de son propre nom. Et c'est ce qui donne sa puissance à ce nom.

exemple n°1
reprise de la politique
– revue –
mars 2014

exemple n°2
modification de l'état des lieux
– forum réel –
avril 2014

exemple n°3
déblayer le terrain
– incendie électronique –
septembre 2014

exemple numéro 4

4.1.1	le nom en commun, le nom du commun	Not an alternative	6
4.1.2	Le Mans, 3 minutes d'arrêt	Patrick Condé	13
4.2.1	hégémonie, coalition et déliaison	Frédéric Neyrat	21
4.2.2	inventer une hégémonie lumineuse	Sophie Wahnich	32
4.3	exemple : exemple	Bernard Aspe	40
4.4.1	petit appel au public de la culture		
	ou poème sur les années de plomb et les années de merde	Nanni Balestrini	48
4.4.2	poésie & politique	Benoît Casas	53
4.5	jusqu'à présent		
	Franco Berardi et la question de l'autonomie	Frédéric Neyrat	64
4.6	« nous »	Jérôme Guitton	75
4.7	there is no desert island	Mathieu Bouvier et Céline Cartillier	80
4.8	logique de la révolte, politique des noms		
	entretien avec	Danielle Rancière et Jacques Rancière	86
4.9	plusieurs, les intervalles		106

